

ÉDITORIAL

Créativité et politiques d'innovation

Vanessa Casadella, Sofiane Tahi, Ludovic Temple

De Boeck Supérieur | « *Innovations* »

2017/2 n° 53 | pages 5 à 12

ISSN 1267-4982

ISBN 9782807391093

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-innovations-2017-2-page-5.htm>

Pour citer cet article :

Vanessa Casadella *et al.*, « Éditorial. Créativité et politiques d'innovation », *Innovations* 2017/2 (n° 53), p. 5-12.

DOI 10.3917/inno.053.0005

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ÉDITORIAL

CRÉATIVITÉ ET POLITIQUES D'INNOVATION

Vanessa CASADELLA

*Centre de recherche sur les institutions, l'industrie
et les systèmes économiques d'Amiens
Université Picardie Jules Verne
Réseau de Recherche sur l'Innovation, France
vanessa.casadella@u-picardie.fr*

Sofiane TAHI

*Centre de recherche sur les institutions, l'industrie
et les systèmes économiques d'Amiens
Université Picardie Jules Verne, France
sofiane.tahi@u-picardie.fr*

Ludovic TEMPLE

*Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique
pour le Développement, UMR Innovation, Montpellier
Réseau de Recherche sur l'Innovation, France
ludovic.temple@cirad.fr*

Dans un contexte mondialisé et d'accumulation constante et accélérée des connaissances, l'innovation et la créativité apparaissent comme des facteurs clés de la compétitivité des économies nationales. Si la créativité consiste davantage à construire un concept neuf ou à découvrir une solution originale à un problème donné, l'innovation permet de générer cette créativité par la construction et la diffusion des connaissances ; la créativité nourrissant les processus d'innovation. Dans les deux cas, avoir des idées ou savoir les diffuser permet de mettre en compétition les territoires en leur donnant des conditions vertueuses de développement économique. Afin de traduire cette créativité en construction de compétences, les politiques d'innovation sont essentielles afin de valoriser les processus d'innovation et leur donner de la légitimité.

Si la justification de ces politiques renvoie à la prise en compte des modes de gouvernance des systèmes d'innovation actuels, leur existence, à travers l'intervention de l'État, s'est d'abord concrétisée par la gestion des externalités de connaissances et par la promotion de certaines d'entre elles, permettant leur endogénéisation. Dans une lignée évolutionniste, les travaux de Nelson et Winter (1982) ont montré comment les interventions publiques ont fait face aux problèmes d'externalités dynamiques tout en mettant en relief les problèmes d'équité qu'elles ont posés. Progressivement et loin du modèle linéaire et statique, la traditionnelle politique technologique axée sur le financement et la réalisation de grands programmes de R&D dans le domaine public se substitue à une politique de recherche, d'innovation et de créativité plus générale focalisée sur la gestion des systèmes de connaissances et d'innovation. Au-delà de son rôle de financeur, l'État met en œuvre des mesures permettant la coopération et la synergie entre tous les agents innovateurs nationaux pour générer des ressources d'innovation et donc pour améliorer l'attractivité économique et technologique nationale et territoriale.

Les politiques d'innovation se conçoivent actuellement au sens large : elles prennent en considération l'ensemble des contextes macroéconomiques sur lesquels elles se fondent. Si Rodrik (2007) rappelle que les politiques ne doivent pas suivre les diktats de la globalisation mais doivent se construire dans un contexte essentiellement dynamique à la fois par un soutien financier et par la stimulation de la dynamique d'interactions collectives, un des points importants pour la définition des politiques d'innovation est la définition des politiques en rapport avec les problèmes identifiés dans un *Système d'Innovation* (Borras, Edquist, 2013). Autrement dit, cette symétrie passe par la construction de conditions favorables au contexte d'innovation : politiques sociales, politiques éducatives, politiques fiscales, politiques d'apprentissage, politiques sectorielles (Touzard *et al.*, 2015) et toutes autres politiques d'appui à la R&D, à la science et à la technologie. De nombreux pays ont déjà mis en place des structures d'appui à la R&D accompagnées de politiques fiscales incitatives (Chine, Japon, USA). D'autres économies sont davantage dans un cadre de structuration de leurs institutions afin de promouvoir les capacités d'innovation nationales. Les degrés de transfert de connaissances à travers les

capacités technologiques s'édifient sur des socles infrastructurels et institutionnels très hétérogènes, donnant au final un cadrage technologique et d'innovation particulier à chaque pays.

Les innovations ne se propagent pas de même intensité et sur une même échelle d'égalité. Tandis que les pays industrialisés bénéficient de *riches espaces interactifs d'apprentissage*, les pays du Sud ne disposent que de *pauvres ou faibles espaces interactifs d'apprentissage* en raison de la rareté des interactions systémiques (Arocena, Sutz, 2003). Bien que difficilement quantifiable, l'accélération de la vitesse du changement va susciter une forte demande de capacités afin de répondre aux nouveaux besoins des marchés. Sous la pression constante d'innover, les firmes ne sélectionnent que les plus compétents, tout en écartant les moins qualifiés. Mais loin d'attiser une vision manichéenne Nord/Sud, les initiatives publiques en faveur de l'innovation se multiplient dans les économies en développement. Elles soulignent que les environnements technologiques et d'apprentissage sont cruciaux pour mobiliser les connaissances et le transfert de capacités d'innovation (Casadella *et al.*, 2015).

La notion de *Système d'Innovation* crée un cadre de mis en regard croisé des différents contextes institutionnels qui structurent le contenu d'une politique d'innovation. Ce contenu peut selon les auteurs focaliser davantage le curseur d'analyse sur l'amont du changement technologique au niveau des politiques de recherche ou sur l'aval du changement technologique au niveau des dynamiques entrepreneuriales. Dans les deux cas, l'ambition est de mobiliser les ressources institutionnelles, entrepreneuriales et sociétales qui fondent l'innovation. L'innovation englobe ainsi l'utilisation des connaissances, la diffusion des capacités technologiques et le développement comme fin et moyen de la construction de compétences nationales.

Une première clef de lecture formalise cet outil à la lumière de plusieurs économies en développement : Sénégal, Cameroun, Algérie ou plus largement l'ensemble des pays du Maghreb. Toutes les économies visitées présentent des caractéristiques spécifiques, propres à leur trajectoire historique, culturelle, économique et sociale. Toutes ont pour point commun un certain nombre de dysfonctionnements institutionnels, infrastructurels et systémiques en relation avec les conditions de solidification de l'action publique ne leur permettant pas de générer une dynamique collective réellement porteuse

d'innovation. Mais toutes ont comme volonté d'ériger un cadre plus approprié pour sortir dynamiser les réformes institutionnelles en cours permettant de réaliser les potentialités que proposent les capacités locales trop peu valorisées.

Les quatre premiers articles reviennent sur ces expériences nationales dans les économies africaines. Les deux premiers visitent ainsi l'Afrique Subsaharienne et les deux derniers l'Afrique du Nord. L'article présenté par Vanessa Casadella et Sofiane Tahi explore les capacités d'innovation dans les économies moins avancées avant d'en construire un lien avec les *capabilités* et le développement économique. Ces derniers proposent l'édification d'une large politique d'innovation comprenant les politiques d'apprentissage, les politiques scientifiques et techniques, les politiques d'expérimentation technologique tout en valorisant les conditions macroéconomiques du pays étudié. Dans le cas du Sénégal, les auteurs en concluent que les politiques d'innovation couplées aux stratégies de développement sont indispensables pour rompre avec le fatalisme et l'Afro-pessimisme, mener des politiques à long terme de pair avec les enjeux sociétaux actuels et surtout créer de propres capacités locales d'innovation et d'apprentissage.

Dans cette même perspective, l'article de Ludovic Temple, Nadine Machicou Ndzesop, Guillaume Hensel Fonfang Fouepe, Michel NDoumbe NKeng et Syndhia Mathé analyse la structure du Système National d'Innovation et de Recherche dans le cas du Cameroun. Les résultats des auteurs soulignent que les relations entre les sous-systèmes formant la structure d'un potentiel système national de recherche et d'innovation en construction ne sont ni régulières, ni stables. L'idée est ici de retenir l'outil du *Système d'Innovation* non plus comme un « objet » mais plutôt comme un « projet ». Ce « projet » requiert une amélioration de gouvernance globale, parfois marquée par une faible différenciation de l'espace public et de l'espace privé. Il impose également de pouvoir densifier les connexions et les complémentarités entre l'offre croissante de connaissances scientifiques et les demandes entrepreneuriales non pas uniquement portées par le secteur industriel mais incluant l'ensemble des dynamiques créatives et entrepreneuriales sociétales qui concentre l'essentiel de la population active.

Un troisième article proposé par Mounir Amdaoud propose d'analyser la question de l'innovation de l'économie algérienne

en insistant sur les raisons de l'absence de lien entre la sphère de recherche et la sphère productive. Mobilisant l'outil du *Système National d'Innovation*, ce dernier va montrer en quoi le SNI Algérien est incomplet et désarticulé en raison de l'imaturité des différentes structures le composant. Le manque de profondeur des initiatives publiques et l'écart entre les discours politiques et les faits limitent fortement les portées des initiatives publiques. De plus, le caractère rentier de l'économie algérienne et la mauvaise gouvernance freinent toutes démarches de valorisation des savoirs. Les processus d'innovation en sont fortement impactés.

Enfin, toujours dans cette même dimension, l'article de Sonia Ben Slimane et Maarouf Ramadan analyse les SNI des pays du Maghreb tout en proposant un cadre conceptuel qui s'appuie sur des axes d'action adaptés : structurel, de coordination et de gouvernance, permettant d'assurer une cohérence globale des actions. Les défaillances systémiques enregistrées dans le cadre de ce travail sont considérées comme communes à de nombreux pays en développement malgré leurs configurations plurielles. Ce travail a mis l'accent sur l'enjeu des politiques publiques qui suppose de corriger les processus interactifs compte tenu des défaillances des mécanismes d'un SNI. Les pays maghrébins doivent rompre avec les sentiers de développement flous qui évoluent selon les phases de croissance et de crises. Un autre facteur entrant en ligne de compte pour les auteurs est le renforcement de la coopération entre les pays du Maghreb.

Une seconde clef de lecture propose une analyse des stratégies d'innovation sur une échelle plus ou moins localisée tout en interrogeant le cadre des politiques publiques. Ces dernières peuvent déjà être présentes, comme dans le cas du secteur du vêtement-mode au Canada, ou encore balbutier, comme dans celui de l'accompagnement de l'innovation par les technologies de l'information et de la communication (TIC) au Cameroun. Les auteurs s'en tiennent à des larges recommandations en matière de politiques publiques.

L'article de Mathieu Juliot Mpabe Bodjongo et Joseph Keneck Massil complète cette analyse dans un autre cadre. Il propose, en effet, une évaluation empirique des facteurs explicatifs de l'écart en matière de création technologique entre la Chine et les pays africains. De par une modélisation des

déterminants de cet écart, les auteurs en concluent que les politiques d'innovation dans certains pays africains ne semblent pas occuper une place de choix dans le processus de développement économique. La plupart du temps, les politiques d'innovation en Afrique ont du mal à être mises en œuvre et souffrent très souvent du manque de cohérence. En outre, la corruption sur ce continent se manifeste par des lenteurs administratives qui compromettent la création d'entreprises et le lancement de projets d'innovations. Les recommandations de politique économique adressées par les auteurs sont plurielles, mais restent concentrées autour de l'adoption de stratégies efficaces en matière de lutte contre la corruption ou de l'accroissement des investissements dans le développement du capital humain.

L'article de Diane-Gabrielle Tremblay et Amina Yagoubi, en se situant dans le contexte d'un pays industrialisé (le Canada), traite des conditions d'émergence d'un écosystème d'affaires d'innovations numériques et technologiques. Pour accélérer l'innovation dans l'écosystème émergent au Québec, il apparaît que les politiques publiques doivent soutenir les collaborations entre plusieurs secteurs, industries (TIC, vêtement, mode, et de plus en plus la santé). Non seulement elles doivent prévoir des aides et appuis publics à l'innovation et la R&D, mais elles doivent aussi offrir des aides pour favoriser les collaborations et échanges de connaissances, car les PME et les entreprises émergentes ignorent souvent les programmes publics de R&D et ne voient pas toujours comment elles pourraient en profiter. L'écosystème du vêtement-mode résulte des actions d'une communauté d'organismes intermédiaires, ainsi que d'organisations publiques et privées. Les grandes entreprises ne jouent pas ici un rôle clé.

Enfin, une troisième clé de lecture, proposée par Jean-Alain Héraud revient sur la problématique de la créativité, la connaissance et l'innovation sur une portée très largement théorique. Loin d'interpréter l'innovation comme un processus relevant exclusivement de l'économie de la connaissance, la thèse principale de l'auteur est de montrer la place essentielle de l'esprit d'entreprise dans le phénomène d'innovation. À travers une lecture pertinente de grands auteurs de la pensée économique, la conclusion qu'il apporte en termes de politique est claire : *« il ne suffit pas, pour favoriser l'innovation, de construire un contexte favorable à l'émergence d'idées nouvelles ou à leur diffusion, il faut*

aussi s'intéresser à la dimension entrepreneuriale ». Autrement dit, l'attractivité des territoires consiste davantage à détecter des sources créatives locales et beaucoup moins à créer un contexte attractif sans réel projet innovant. Ce focus sur l'angle de la créativité nous rappelle à juste titre que l'entrepreneur joue un rôle essentiel dans l'innovation et que les politiques publiques doivent, elles aussi, s'en inspirer.

L'ensemble des expériences, situations ou propositions théoriques contenues dans ce numéro d'*Innovations, Revue d'économie et de management de l'innovation*, répond à l'évolution des politiques d'innovation et met en avant les progrès technologiques et scientifiques au bénéfice d'une meilleure inclusion des pays en développement et des territoires dans la mondialisation. À un premier niveau, elles éclairent de manière nouvelle les variables explicatives des disparités technologiques internationales entre les pays (industrialisés, émergents, à revenus intermédiaires, moins avancés). Elles soulignent en quoi la diversité des spécificités sectorielles soulève les enjeux dominants de renforcement des capacités de transfert technologiques (dans l'industrie par exemple) ou de renforcement des capacités d'innovation pour diversifier les trajectoires de développement. La pertinence de ces trajectoires s'en trouve forcément interrogée.

À un second niveau, ces expériences référencent les connaissances et s'interrogent sur comment passer d'une « économie d'imitation » à une « économie d'innovation. » À la lecture des articles proposés, les déterminants de l'innovation tiennent à trois éléments majeurs : l'environnement institutionnel et organisationnel dans lequel opèrent les acteurs, leur réel potentiel de créativité et la capacité qu'ont ces derniers à créer des interactions systémiques pertinentes, sources de croissance et de développement économique.

BIBLIOGRAPHIE

- AROCENA, R., SUTZ, J. (2003), *Subdesarollo e innovacion, navegando contra el viento*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BORRAS, S., EDQUIST, C. (2013), The Choice of Innovation Policy Instruments, *Technological Forecasting and Social Change*, 80(8), 1513-1522.
- CASADELLA, V., LIU, Z., UZUNIDIS, D. (2015), *Innovation Capabilities and Economic Development in Open Economies*, Smart Innovation, New York, Wiley.

NELSON, R., WINTER, S., (1982), *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Amsterdam, Holland Press.

RODRIK, D. (2007), *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions, and Economic Growth*, Princeton, Princeton University Press.

TOUZARD, J.-M., TEMPLE, L., FAURE, G., TRIOMPHE, B. (2015), Innovation Systems and Knowledge Communities in the Agriculture and Agrifood Sector: A Literature Review, *Journal of Innovation Economics and Management*, 17(2), 117-142.